



Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas
Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies

Séance d'information du Conseil de sécurité

Paix et sécurité en Afrique
Prévention des conflits en Afrique: s'attaquer aux causes profondes

New York, le 15 avril 2013

Statement by H.E. Ms. Sylvie Lucas
Ambassador, Permanent Representative to the United Nations

Briefing of the Security Council

Peace and security in Africa
Prevention of conflicts in Africa: addressing the root causes

New York, April 15th, 2013



Madame la Présidente,

Le Luxembourg remercie le Rwanda d'avoir organisé sous sa présidence du Conseil de sécurité cette séance d'information sur un sujet d'une importance majeure : la prévention des conflits en Afrique abordée à travers le prisme des causes profondes des conflits. Madame la Ministre, nous sommes honorés de vous voir présider personnellement cette séance.

Les conflits qui déstabilisent malheureusement toujours certaines parties du continent africain entraînent des violences dévastatrices qui se traduisent par la mort de centaines de milliers de personnes, des violations systématiques des droits de l'homme, y compris des femmes et des enfants, des actes de violences sexuelles à large échelle, des millions de personnes déplacées, une exacerbation des crises humanitaires tout comme la destruction des infrastructures. Ces conflits portent un coup d'arrêt brutal aux efforts de développement socio-économique et d'éradication de la pauvreté. C'est un fait : les conflits violents constituent un des principaux obstacles à l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement. Ils empêchent des millions d'individus de vivre dignement.

Dans ce contexte, il revient au Conseil de sécurité, qui assume la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et à l'ensemble du système des Nations Unies, de renforcer son action, en bonne intelligence avec l'Union africaine, les organisations sous-régionales et les Etats africains, pour prévenir les conflits en Afrique en s'attaquant à leurs causes profondes, et contribuer ainsi à assurer une paix durable.

Madame la Présidente,

Pour notre part, nous souhaitons insister sur certaines causes profondes qui constituent de manière générale des éléments déclencheurs et aggravants des conflits, et souligner des éléments de réponse à apporter, avant d'aborder deux cas spécifiques : la région du Sahel, et la région des Grands Lacs.

Il est de la responsabilité première des Etats de prévenir les conflits. Aussi, nous estimons qu'il y a lieu de porter une attention renouvelée aux modèles de gouvernance, y compris de gouvernance économique, et aux trajectoires démocratiques ainsi qu'au renforcement des institutions étatiques, légitimes et compétentes, qui améliorent la sécurité et le bien être socio-économique de l'ensemble des citoyens.

Certes, il n'existe pas un modèle de gouvernance unique, mais pour prévenir les conflits, promouvoir la paix et créer les bases d'un développement durable en Afrique, il importe de mettre en place une gouvernance politique et économique inclusive qui permette une redistribution équitable des richesses, garantisse à l'ensemble des citoyens une meilleure protection sociale et donne la priorité à la création d'emplois décents, notamment des emplois pour les jeunes. L'exploitation illégale des ressources naturelles et l'absence de garantie des droits fonciers constituent dans certains cas un élément déclencheur de conflit. Nous estimons qu'une attention particulière mérite d'être portée à la gestion transparente des ressources naturelles et des revenus qu'elles génèrent pour le budget de l'Etat.

L'expérience acquise par le Luxembourg dans le cadre de la Commission de consolidation de la paix renforce notre conviction que cette approche globale, qui fait le lien entre développement socio-économique durable, consolidation de la paix et de la sécurité et promotion des droits de l'homme et de l'état de droit est indispensable pour éviter toute rechute vers le conflit et la violence. Dans ce contexte, la réforme du secteur de la sécurité et de la défense, dans un esprit d'appropriation nationale, revêt une importance toute particulière. La consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat visent le renouvellement du contrat social et de la confiance entre un Etat et les citoyens qui le constituent, en vue de poser les fondements d'une société juste, prospère et paisible.

La lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves constitue un élément important de la prévention des conflits. Il ne saurait en effet y avoir de paix durable sans que justice ne soit rendue. La poursuite de la justice et la quête de la paix ne s'excluent pas, elles se complètent. Les juridictions pénales nationales, qui représentent aussi un maillon clef de la justice transitionnelle, constituent la première ligne de défense contre l'impunité. D'une manière complémentaire, la Cour pénale internationale joue un rôle crucial pour mettre un terme aux crimes les plus graves que sont le crime de génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et, à l'avenir, le crime d'agression. L'effet dissuasif de l'existence même de la Cour permet à lui seul de renforcer la prévention des conflits. Nous regrettons de ce fait qu'il n'ait pas été possible d'inclure une référence explicite à la Cour pénale internationale dans la déclaration présidentielle que nous adopterons dans le cadre de cette séance.

Madame la Présidente,

Depuis le Sommet mondial de 2005, le Luxembourg a soutenu l'élaboration et la mise en œuvre du principe de la responsabilité de protéger pour éviter la récurrence de crimes contre l'humanité et notamment de génocides comme ceux qui ont été commis au siècle dernier en Europe mais aussi au Rwanda. Nous le devons à la mémoire des millions de victimes des crimes du passé de parfaire ensemble ce principe, en tant que Nations Unies. Nous nous félicitons du fait que ce principe soit reflété clairement dans la déclaration présidentielle.

Nous souhaitons relever l'importance des partenariats et de la coopération entre le Conseil de sécurité, l'Union africaine et les organisations sous-régionales dans le domaine de la prévention des conflits. Le Luxembourg soutient les efforts entrepris pour développer le partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique dans ce contexte. Ainsi, l'UE fournit plus de 50 millions d'euros pour soutenir l'opérationnalisation de l'architecture africaine de paix et de sécurité. Ces ressources permettent le renforcement des capacités de la Commission de l'Union africaine et des organisations sous-régionales, notamment le Mécanisme d'alerte précoce continental et régional, le Panel des sages et la Force africaine en attente.

L'aspect régional de la prévention des conflits fait l'objet, à juste titre, d'une attention accrue ces dernières années. Dans le cas de la région du Sahel, la crise multiple qui a conduit le Mali au bord du gouffre au début de cette année doit servir de leçon. Il est plus que jamais urgent de définir une stratégie intégrée pour la région du Sahel qui permette de prévenir durablement le risque de conflit pour tous les Etats de la région. A terme, il pourrait également être utile que les Nations Unies définissent une stratégie intégrée à l'égard de la Corne de l'Afrique.

Dans le cas de la région des Grands Lacs, nous saluons la signature le 24 février dernier de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en République démocratique du Congo et dans la région. La signature de cet accord-cadre constitue une opportunité unique à saisir pour rompre le cycle de la violence et s'attaquer aux causes profondes du conflit en mettant l'accent sur la coopération régionale, y compris en termes de commerce. Pour que cet accord-cadre ne connaisse pas le sort des accords régionaux de 2004 et de 2006 qui sont restés lettre morte, il faudra que tous les signataires remplissent leur part du contrat et que la communauté internationale leur apporte son plein soutien.

Madame la Présidente,

Pour conclure, je soulignerai que l'engagement du Luxembourg pour l'Afrique traduit notre conviction qu'il convient d'adopter une approche globale et pluridimensionnelle qui englobe la prévention des conflits, la consolidation de la paix et le maintien de la paix et de la sécurité internationales : une approche qui reconnaît le lien intrinsèque entre sécurité et développement, deux objectifs qui ne sauraient être atteints qu'à travers le respect et la protection des droits de l'homme et de l'Etat de droit.

Je vous remercie de votre attention.

Madam President,

Luxembourg would like to thank Rwanda for having organised, during its Presidency of the Security Council, this briefing on a topic of great importance: conflict prevention in Africa approached through the angle of root causes of conflict. Madam Minister, we are honoured to have you chair this session personally.

The conflicts which unfortunately still destabilise certain parts of the African continent engender devastating violence, which results in the death of hundreds of thousands of people, systematic violations of human rights, including those of women and children, large-scale sexual violence, millions of displaced people, a worsening of humanitarian crises as well as the destruction of infrastructure. These conflicts bring socio-economic development and poverty eradication efforts to a brutal halt. It's a fact that violent conflict constitutes one of the principal obstacles to the achievement of the Millennium Development Goals. It prevents millions of individuals from living in dignity.

In this context, it is up to the Security Council, which bears the primary responsibility for the maintenance of international peace and security, and to the whole of the United Nations System, to strengthen its action, in harmony with the African Union, as well as regional organisations and African States, to prevent conflict in Africa by tackling its root causes and thus to contribute to ensuring sustainable peace.

Madam President,

For our part, we would like to insist on certain root causes, which in general constitute triggers and drivers of conflict and would like to underline elements of a response, before addressing two specific cases: the Sahel region and the Great Lakes region.

It is the primary responsibility of States to prevent conflict. Thus, we consider that there is a need to pay renewed attention to models of governance, including economic governance, to the consolidation of democracy, as well as to the strengthening of State institutions, which have legitimacy and competence and improve the security and socio-economic well-being of all their citizens.

While there may not be a single model of governance, to prevent conflicts, promote peace and lay the groundwork for sustainable development in Africa, it is important to put into place an inclusive political and economic governance which allows for an equitable redistribution of wealth, which guarantees all citizens better social protection and which gives priority to the creation of decent jobs, notably jobs for young people. The illegal exploitation of natural resources and the absence of land rights constitute in certain cases a trigger of conflict. We consider that particular attention should be given to a transparent management of natural resources and the revenue they generate for the State's budget.

Luxembourg's experience in the context of the Peacebuilding Commission strengthens our conviction that this holistic approach, which links sustainable socio-economic development, peacebuilding and security, as well as promotion of human rights and the rule of law, is indispensable to prevent relapse into conflict and violence. In this context, security and defence sector reform, in a spirit of national ownership, is of particular importance. Peacebuilding and state-building aim at renewing the social contract and at building trust between a State and its citizens, with a view to building the foundations of a just, prosperous and peaceful society.

The fight against impunity for the gravest crimes is an important element of conflict prevention. There can be no sustainable peace without justice. The pursuit of justice and the quest for peace are not mutually exclusive,

but complementary. National criminal justice systems, which also represent a key link in the transitional justice chain, constitute the first line of defence against impunity. In a complementary fashion, the International Criminal Court plays a crucial role to end the gravest crimes: the crime of genocide, crimes against humanity, war crimes and, in the future, the crime of aggression. The deterrent of the Court's mere existence allows bolstering conflict prevention. We regret therefore that it has not been possible to include an explicit reference to the International Criminal Court in the Presidential Statement which we are going to adopt at this meeting.

Madam President,

Since the 2005 World Summit, Luxembourg has supported the elaboration and the implementation of the principle of the Responsibility to Protect, to avoid the recurrence of crimes against humanity and notably genocide, as those committed last century in Europe, but also in Rwanda. We owe it to the memory of the millions of victims of the crimes of the past to refine this principle all together, as the United Nations. We welcome the fact that this principle is clearly reflected in the Presidential Statement.

We would like to underline the importance of partnerships and cooperation between the Security Council, the African Union and sub-regional organisations in terms of conflict prevention. Luxembourg supports efforts undertaken to further develop the partnership between the European Union and Africa in this context. Thus, the EU provides more than 50 million Euros to support the operationalisation of the African architecture of peace and security. These resources allow for a strengthening of the capacities of the Commission of the African Union and of the sub-regional organisations, notably the Continental and Regional Early Warning System, the Panel of the Wise and the African Standby Force.

The regional dimension of conflict prevention has rightly been paid increased attention these last years. In the case of the Sahel region, the multi-faceted crisis, which has led Mali to the edge of the precipice at the beginning of this year, should come as a lesson to all of us. It is more than ever urgent to define an integrated strategy for the Sahel region, which would allow preventing conflict in a sustainable manner for all States in the region. Ultimately, it could also be useful for the United Nations to define an integrated strategy for the Horn of Africa.

In the case of the Great Lakes region, we welcome the signing of February 24th, 2013 of the Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of the Congo and the Region. The signature of this framework agreement represents a unique opportunity to break the cycle of violence and tackle the root causes of the conflict, by stressing regional cooperation, including in terms of trade. In order for this framework agreement not to end up like the regional agreements of 2004 and 2006, which have remained unfulfilled, all signatories will have to fulfil their part of the bargain and the international community must fully support them in this.

Madam President,

To conclude, I should like to underline that Luxembourg's commitment for Africa bears witness to our conviction that we need to adopt a holistic and multidimensional approach, which encompasses conflict prevention, peacebuilding and keeping international peace and security: an approach which recognises the intrinsic link between security and development, two objectives which can only be attained through the respect and protection of human rights and the rule of law.

Thank you for your attention.